MAIRIE DE CERVILLE

21 Grande Rue 54420 CERVILLE

Tél : 03 83 20 44 04

OBJET DE LA CONSULTATION :

**EXTENSION ET RESTRUCTURATION PARTIELLE DE LA
BOULANGERIE**

23 Grande Rue
54420 CERVILLE

REGLEMENT DE CONSULTATION

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES
Le MERCREDI 30 MAI 2018 à 18 H 00**

Vu et accepté
La Société,
(tampon et signature)

A CERVILLE, le 02/05/2018
Mme FROMAGET, Maire

SECTION I – ACHETEUR PUBLIC

1- Nom et adresse officiels de l'acheteur public

MAIRIE DE CERVILLE

Madame le Maire

21 Grande Rue

54420 CERVILLE

Téléphone : 03 83 20 44 04

Courriel : mairie.cerville@orange.fr

2- Adresse à laquelle les offres et demandes de participation doivent être envoyées

Les offres doivent être transmises à Mme le Maire de CERVILLE

21 Grande Rue 54420 CERVILLE

**AVANT LA DATE LIMITE FIXÉE
LE 30 MAI 2018 À 18 H 00**

3- Type d'acheteur public

Collectivité Territoriale

SECTION II – OBJET DU MARCHE

1- Description

1-1- Type de marché

Catégorie de marché : Travaux-Exécution

1-2- Description/objet du marché

Le présent marché passé selon la procédure adaptée concerne des **travaux d'extension et de restructuration partielle de la boulangerie de CERVILLE.**

Les marchés seront conclus soit avec une entreprise individuelle, soit avec un groupement d'entreprises. Le cas échéant, le groupement d'entreprises devra être solidaire.

1-3- Décomposition en tranches et lots

Les travaux sont décomposés en **7 lots** :

Lot 01 – VRD - GROS OEUVRE

Lot 02 – CHARPENTE BOIS – COUVERTURE

Lot 03 – MENUISERIES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES BOIS

Lot 04 – PLATRERIE – PLAFONDS SUSPENDUS

Lot 05 – PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION

Lot 06 – ÉLECTRICITÉ – COURANTS FORTS ET FAIBLES

Lot 07 – PEINTURES – SOLS CARRELÉS – FAIENCES - FINITIONS

Les travaux sont réalisés en une seule tranche.

Options ou variantes : **SANS OBJET**

Les candidats ont la possibilité de soumissionner pour un ou plusieurs lots en présentant un acte d'engagement par lot, chaque lot donnant lieu à la conclusion d'un marché séparé.

- 1-4- Les variantes libres sont-elles interdites ?
Non, cependant l'entreprise est tenue de répondre à l'offre de base.
- 1-5. Visite des lieux : **FACULTATIVE – Le jeudi 17 Mai à 10 h 00**

Cette visite est **RECOMMANDÉE** : un certificat de visite vous sera délivré à cette occasion.
Pour information, cette visite s'effectuera en présence du boulanger, de la mairie et de l'Architecte.

2- Délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est fixé à **4 mois** à compter du **16 Juillet 2018** après une **période de préparation de 3 semaines.**

Période de préparation : **du 25/06 au 13/07/2018**

Début des travaux : **à partir du 16/07/2018**

SECTION III – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

1- Conditions de participation (critères de sélection)

- 1-2 Renseignements concernant la situation propre de l'entrepreneur, renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité professionnelle, technique et financière minimale requise :
- . lettre de candidature (imprimé DC1 – modèle du 26/10/2016)
  - . déclaration du candidat (imprimé DC2 – modèle du 26/10/2016)
  - . l'attestation de régularité fiscale (pour l'année 2018)
  - . fiche des moyens humains et techniques mis en œuvre pour la réalisation de ce type de chantier,
  - . références de moins de 3 ans pour des opérations similaires
  - . chiffre d'affaires sur les 3 dernières années
  - . certificat de visite (en cas de visite)

SECTION IV – PROCEDURE

1- Type de procédure

Marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 28 du CMP

2 - Critères d'attribution

- **Prix des prestations** **50%**

- **Valeur technique de l'offre** **50%**

Déterminée par la présentation d'une note méthodologique

1- La Note méthodologique (50 points) sera considérée comme document contractuel et mettra en évidence les éléments suivants (non pondérés) :

* Optimisation des effectifs 20 pts

* Qualité des matériaux, matériels et fournitures proposées

pour la réalisation des travaux	10 pts
* Qualité technique et humaine	10 pts
* Développement durable (maîtrise des déchets et des poussières, traitement et recyclage des déchets)	10 pts
* La visite des lieux donnera droit à un bonus de :	5 pts

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre du candidat, il ne sera tenu compte que des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

La Ville de CERVILLE se réserve la possibilité de négocier avec les candidats de chaque lot ayant été classés les 3 premiers à l'issue de l'analyse des offres.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles 46-1 et 46-2 du code des marchés publics.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra pas être supérieur à 8 jours.

3- Renseignements d'ordre administratif

3-1 Conditions d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels :
Après de la mairie de CERVILLE, ou en téléchargement sur www.cerville.mairie54.fr (VIE LOCALE/Travaux/Marchés publics)

3-2 Date limite de réception des offres

Les offres devront être remises pour le : **30/05/2018 avant 18 h 00**

À cette occasion, la mairie sera ouverte le 30 mai de 14 h 00 à 18 h 00.

3-3 Langue devant être utilisée dans l'offre : **français**

3-4 Unité monétaire : **euro**

3-5 Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :
Quatre vingt dix (90) jours à compter de la date limite de réception des offres

3-6 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail :
Les entreprises sont tenues de respecter la réglementation en vigueur.
Le coordonnateur SPS : non connu à ce jour
Le contrôleur technique : non connu à ce jour

Modification de détail du dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

SECTION V – AUTRES RENSEIGNEMENTS

1- Contenu du dossier de consultation :

- . Règlement de consultation
- . Acte d'engagement
- Cadre de décomposition du prix global forfaitaire
- CCAP
- CCTP
- Planning des travaux
- Pièces graphiques
- PGC : transmis ultérieurement

2- Modalités de remise des offres : **UNIQUEMENT** par voie postale

Les offres devront être adressées à :

Madame le Maire de CERVILLE
21 Grande Rue
54420 CERVILLE

- . par la Poste en recommandé avec avis de réception postale
- . en les déposant contre récépissé au secrétariat de la Mairie

Le système Chronopost ou équivalent est également accepté.

Seules les offres parvenues avant la date et heure limites seront prises en considération.

Les candidats transmettront leur offre sous pli cacheté sur lequel figurera la mention suivante :
« Consultation concernant l'extension et la restructuration partielle de la boulangerie de CERVILLE, ne pas ouvrir avant la date fixée »

Ce pli cacheté contiendra :

- Lettre de candidature signée (imprimé DC1)
- Pouvoir de la personne habilitée à engager la Société
- Déclaration du candidat (imprimé DC2)
- Attestation de régularité fiscale
- Si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet
- Un mémoire justificatif avec :

- . Note méthodologique détaillée en "IV-2"
- . Attestations d'assurance responsabilité civile et décennale
- . Les certificats de qualifications professionnelles

- Le projet de marché comprenant :

- l'acte d'engagement daté et signé
- le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (suivant précisément les articles du CCTP)
- le planning des travaux

- le CCAP accepté et signé
- le CCTP accepté et signé
- les pièces graphiques signées

Nota : le CCAP, le CCTP et les pièces graphiques signées peuvent être remplacées par une attestation indiquant que ces pièces sont approuvées.

- L'attestation de visite (éventuellement)

3- **Clause d'insertion sociale**

La commune de CERVILLE, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (*) en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du cahier des charges.

Seul le lot 01 – VRD /GROS OEUVRE est concerné par cette clause : 30 heures.

L'entreprise de GROS OEUVRE devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

NOTA : Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

« Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du cahier des charges ».

(*)Article 38 de l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

I. - Les conditions d'exécution d'un marché public peuvent prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social ou à l'emploi, à condition qu'elles soient liées à l'objet du marché public. Sont réputées liées à l'objet du marché public les conditions d'exécution qui se rapportent aux travaux, fournitures ou services à fournir en application du marché public, à quelque égard que ce soit et à n'importe quel stade de leur cycle de vie, y compris les facteurs intervenant dans le processus spécifique de production, de fourniture ou de commercialisation de ces travaux, fournitures ou services ou un processus spécifique lié à un autre stade de leur cycle de vie, même lorsque ces facteurs ne ressortent pas des qualités intrinsèques de ces travaux, fournitures ou services.

Pour l'application du présent I, le cycle de vie est l'ensemble des étapes successives ou interdépendantes, y compris la recherche et le développement à réaliser, la production, la commercialisation et ses conditions, le transport, l'utilisation et la maintenance, tout au long de la vie du produit ou de l'ouvrage ou de la fourniture d'un service, depuis l'acquisition des matières premières ou la production des ressources jusqu'à l'élimination, la remise en état et la fin du service ou de l'utilisation.

II. - Les acheteurs peuvent imposer, notamment dans les marchés publics de défense ou de sécurité, que les moyens utilisés pour exécuter tout ou partie d'un marché public, pour maintenir ou pour moderniser les produits acquis soient localisés sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne afin, notamment, de prendre en compte des considérations environnementales ou sociales ou d'assurer la sécurité des informations et des approvisionnements.

« En cas de difficulté conjoncturelle avérée entraînant un conflit entre les obligations liées à la clause d'insertion et d'autres obligations du titulaire au titre du code du travail, le pouvoir acheteur pourra, sur justificatifs du titulaire, alléger ou suspendre la clause sociale d'insertion par ordre de service ».

- Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon les modalités définies ci-dessous :

1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée ;

2ème modalité : le recours à une structure de l'insertion par l'activité économique mentionnée à l'article L.5132-4 du code du travail afin de réaliser une prestation complémentaire liée à l'exécution du marché (exemple à titre indicatif : nettoyage, gardiennage, blanchisserie...)

3ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;

4ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette clause, l'entreprise soumissionnaire peut s'adresser à Madame HANOT Marie qui pourra apporter, à la demande du titulaire, une assistance à ce dernier pour arrêter les modalités d'exécution, l'assister dans la recherche de bénéficiaires en fonction des tâches confiées, et accompagner la démarche des candidats. Dans le cas précis, il s'agit de :

Service Economie Solidaire et Insertion – Val de Lorraine

Mme Marie HANOT
Chargée de développement
9200 route de Blénod
54700 MAIDIÈRES
Tél : 03 83 80 13 60
mhanot@departement54.fr

4- Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats pourront s'adresser à :

Renseignements d'ordre administratif :

Mairie de CERVILLE
21 Grande Rue
54420 CERVILLE
Tél. : 03 83 20 44 04
E-mail : mairie.cerville@orange.fr

Renseignements d'ordre technique :

ATELIER D'ARCHITECTURE DU PARC
11 rue Graffigny – BP 53723 - 54098 NANCY Cedex
Tél. : 03 83 40 69 34 - Fax : 03 83 40 63 55
E-mail : aapa.secretariat@wanadoo.fr ou aapa@wanadoo.fr